

DÉCLARATION SUR LES DERNIÈRES VIOLENCES COMMISES CONTRE LA POPULATION ROHINGYA DU MYANMAR

26 septembre 2017

Les organisations de la société civile canadienne et individus soussignés, tous intéressés de près ou qui ont une longue expérience de la région de l'Asie-Pacifique, sont extrêmement inquiets de la dernière vague de violence militaire contre des civils rohingyas au nord-ouest du Myanmar.

Les forces armées du Myanmar infligent un châtement collectif, disproportionné et illégal aux civils rohingyas, pour des attaques lancées contre plusieurs installations policières et militaires le 25 août 2017, par le « Arakan Rohingya Salvation Army ». Ces attaques ont servi de prétexte à l'armée pour attaquer et brûler systématiquement les villages Rohingya, tout en violant et en assassinant des civils au passage.

Ces dernières violences font suite aux attaques d'octobre 2016, au cours desquelles les militaires s'en sont pris à des douzaines de villages, tuant d'innombrables personnes et forçant le déplacement de 80 000 civils. Maintenant, des centaines de milliers d'autres ont dû fuir. L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés estime que depuis le 25 août 2017, autour de 410 000 musulmans rohingyas ont fui la violence qui fait rage dans leur Myanmar natal, pour se rendre dans des camps de réfugiés au Bangladesh.

D'autres lauréats du prix Nobel de la paix ont demandé à Aung San Suu Kyi de condamner cette violence et le rapporteur spécial de l'ONU sur le Myanmar l'a priée d'agir. Nous apprécions le fait que la conseillère de l'État ait condamné, le 18 septembre 2017, certaines violations des droits de la personne, mais sa condamnation est compromise par son refus de reconnaître les activités militaires et policières en cours, et l'insistance du gouvernement à nier la campagne de masse dirigée contre des civils.

Malheureusement, le gouvernement du Myanmar n'a fait aucun effort public pour mettre fin à la violence – au contraire, ses mots et ses actions ont sérieusement envenimé la situation. En outre, le gouvernement a systématiquement empêché l'aide humanitaire d'atteindre les Rohingya, ce qui pourrait constituer un crime en vertu du droit international. Il a sans cesse nié tous les rapports de violence militaire et il bloque présentement l'accès à la région à une mission d'enquête mandatée par l'ONU.

Nous sommes heureux que le gouvernement canadien ait récemment annoncé une aide de 2,5 millions de dollars et nous incitons le ministère des Affaires mondiales à accorder encore plus d'argent pour répondre aux besoins jugés urgents par les organisations en première ligne. Nous félicitons le premier ministre Trudeau qui a souligné, dans une lettre adressée à Aung San Suu Kyi, son obligation morale d'aider à mettre un frein à la crise. Nous félicitons également la ministre des Affaires étrangères Chrystia Freeland, qui a annoncé ses plans pour défendre les droits des Rohingya à l'Assemblée générale des Nations Unies. Nous demandons instamment au gouvernement canadien :

- d'utiliser tous les canaux diplomatiques à sa disposition, en particulier à son ambassade de Yangon, dans le but de faire pression sur Daw Aung San Suu Kyi et le gouvernement du Myanmar pour qu'ils assurent l'arrêt des hostilités en cours, protègent les droits du peuple rohingya et dénoncent les exactions commises par les forces armées du Myanmar;
- d'exiger du gouvernement du Myanmar qu'il assure un accès sans entrave à la mission d'enquête établie en mars 2017, par résolution du Conseil des droits de l'homme de l'ONU;

- de faire pression pour que l'aide humanitaire arrive à l'État Rakhine;
- de faire pression sur les dirigeants du Myanmar afin qu'ils cessent leurs déclarations incendiaires qui mettent en danger les travailleurs humanitaires et permettent aux militaires de poursuivre leur campagne contre les civils;
- de favoriser le recours à tous les moyens juridiques possibles – nationaux et internationaux – pour que les personnes responsables des atrocités et des violations des droits de la personne commises soient traduites en justice;
- d'instaurer immédiatement une interdiction de voyage pour tous les dirigeants de l'armée birmane qui tenteraient de se rendre au Canada;
- de proposer l'instauration d'un embargo des Nations Unies sur les armes contre les forces armées du Myanmar comme mesure pour réduire la violence en cours dans l'État Rakhine, ainsi que dans les États Kachin et Shan;
- d'encourager et d'appuyer le gouvernement du Myanmar à montrer son engagement à trouver des solutions réelles et durables aux problèmes de l'État Rakhine, notamment en appliquant les recommandations du rapport final de la commission consultative sur l'État Rakhine.

Nos organisations et nous continuerons à surveiller de près la situation. Nous exhortons le gouvernement canadien à poursuivre son action face à cette crise humanitaire qui s'aggrave.

Les organisations suivantes appuient la déclaration :

Associates to Develop Democratic Burma / Euro-Burma Office
 Burmese Muslim Association
 Comité Canada Tibet
 Collectif canadien anti-islamophobie
 Fédération canadienne des femmes diplômées des universités
 Syndicat canadien de la fonction publique
 Développement et Paix
 Initiatives et Changement Canada
 Innerspeak Digital Media
 Inter Pares
 International Coalition on Human Rights in the Philippines – Canada
 International Development and Relief Foundation
 KAIROS: Canadian Ecumenical Justice Initiatives Lawyers' Rights Watch Canada
 Mae Sot Education Project
 MATCH International Women's Fund
 Projet photo MY STORY
 Syndicat national des employés et employés généraux du secteur public
 Ontario Committee for Human Rights in the Philippines Partners Relief & Development Canada
 Peace Brigades International Canada
 Primate's World Relief and Development Fund Project Umbrella Burma
 Fonds de justice sociale de l'Alliance de la fonction publique du Canada
 Rohingya Association of Canada
 Fonds humanitaire des Métallos
 South Asia Partnership Canada
 Fonds de justice sociale d'Unifor
 USC Canada
 Entraide universitaire mondiale du Canada

Les personnes suivantes, qui ont toutes travaillé de nombreuses années au Myanmar ou qui ont été solidaires des luttes pour les droits de la personne et la démocratie au Myanmar, appuient la déclaration :

Milagros Arguelles

Brenda Belak

Dominique Caouette, Études contemporaines et transdisciplinaires de l'Asie du Sud-Est, Université de Montréal

Naima Chowdhury, Women's Leadership and Gender Specialist, COADY International Institute, Saint Francis Xavier University

Paul Copeland, C.M.

Rod Germaine, fondateur de l'ancienne Just Aid Foundation

Fareed Khan, parrain d'une [pétition change.org](https://petitionchange.org) visant à révoquer la citoyenneté canadienne honoraire accordée à Aung San Suu Kyi

Susan Hartley, chercheuse-boursière de Rotary Global Peace

Murray Thomson, cofondateur, Amis canadiens de la Birmanie

Nisha Toomey, ancienne membre du conseil d'administration, Amis canadiens de la Birmanie

Paul Turcot, South House Exchange

Jody Williams, lauréate du prix Nobel de la paix (1997) et présidente de Nobel Women's Initiative